

PHONE SYSTEMS & NETWORK

Ce communiqué ne peut être distribué ou publié, directement ou indirectement aux Etats-Unis, au Japon et en Australie. Il ne constitue pas une offre de vente, aux Etats-Unis, au Japon ou en Australie, des valeurs mobilières émises par PSN (incluant les actions ordinaires et autres titres tels que droits préférentiels de souscription et obligation). Ces valeurs mobilières n'ont pas été et ne seront pas enregistrées conformément au US Securities Act of 1933, tel que modifié et ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis sans avoir été enregistrées ou avoir bénéficiées d'une exemption d'enregistrement. D'autres restrictions s'appliquent. Prière de se référer à l'avertissement à la fin de ce communiqué.

Conformément aux accords conclus le 20 février dernier entre les associés fondateurs de Gesk et le groupe d'investisseurs emmené par Truffle Venture, à l'issue de l'offre publique qui s'est déroulée du 6 au 19 juin 2006, PSN lance l'augmentation de capital de 3,5 millions d'euros qui a pour but d'asseoir la pérennité de l'entreprise et de doter PSN des moyens financiers nécessaires pour poursuivre son développement. La Société souhaite réaliser de la croissance organique et le développement de solutions de voix sur IP à destination des particuliers et petites entreprises.

Contexte:

Un accord a été conclu, le 20 février 2006, entre les associés fondateurs de la société Gesk, société par actions simplifiées détenant la majorité du capital et des droits de vote de PSN, et un groupe d'investisseurs (les « **Investisseurs** ») agissant de concert, prévoyant le changement de contrôle de Gesk et la recapitalisation de PSN¹.

Le 10 mars 2006, les Investisseurs ont pris le contrôle de Gesk. Après cette prise de contrôle, Gesk a décidé de déposer un projet d'offre publique d'achat simplifiée portant sur la totalité du capital de PSN, à un prix de 3,93 euros par action.

Suite à cette offre publique d'achat simplifiée, PSN va procéder à une augmentation de capital d'un montant d'environ 3,5 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Compte tenu de ses besoins de trésorerie, PSN a demandé à Gesk de procéder, sans attendre l'issue de l'offre publique d'achat simplifiée ni l'augmentation de capital, à des avances en compte courant d'un montant de 999.253,80 euros. Ces avances en compte courant portent intérêt au taux annuel de 7% (ce qui représente un montant d'intérêt de 18.165,76 euros au 30 juin 2006) et pourront être remboursées, en tout ou partie, par compensation de cette somme avec des actions PSN, actions émises lors de la présente augmentation de capital.

¹ Cf. Communiqué du 6 mars 2006.

Communiqué du 8 août 2006

Au 21 juillet 2006 dans l'attente de l'augmentation de capital, PSN a demandé à Gesk de procéder à une nouvelle avance en compte courant d'un montant de 300.000 euros. Cette avance en compte courant porte intérêt au taux annuel de 7%.

L'opération d'augmentation de capital:

PSN lance une augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription pour un montant de 3.555.825 euros dans le but notamment d'asseoir la pérennité de l'entreprise.

1.185.275 actions vont être émises à un prix de 3 euros par action, dont 0,32 euros de valeur nominale et une prime d'émission de 2,68 euros, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation de créance.

Les actions nouvelles seront souscrites, en priorité, par les propriétaires des actions anciennes ou aux cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription, qui pourront souscrire à titre irréductible à raison de 13 actions nouvelles pour 14 actions anciennes possédées (14 droits préférentiels de souscription permettront de souscrire à 13 actions au prix de 39 euros) sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les actionnaires et les cessionnaires des droits préférentiels de souscription auront également le droit de souscrire à titre réductible.

Compte tenu du calendrier de l'offre publique et de la préparation de l'augmentation de capital, la période de souscription des actions nouvelles commencera le 9 août 2006 et se terminera le 25 août 2006. La Société a souhaité que la période de souscription soit au moins de 10 jours de bourse afin que les actionnaires puissent pleinement participer à l'opération.

Durant cette période, les DPS seront négociés sur le marché Eurolist, compartiment C, d'Euronext Paris du 9 août 2006 au 25 août 2006.

La souscription de cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie de la part d'établissements financiers. Cette absence de garantie s'explique compte tenu des engagements et intentions des principaux actionnaires ci-dessous présentés.

Communiqué du 8 août 2006

Dilution

Participation de l'actionnaire en %

	<u>Base non diluée</u>	<u>Base diluée(1)</u>
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1%	0,99%
Après émission de 1.185.275 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,52%	0,51%

(1) Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse 11 000 actions pouvant résulter de l'exercice de BSPCE (Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise). Le nombre de BSPCE tient compte des annulations dues au départ de certains salariés de la Société. Les 47 options du plan n°1 du 9 avril 1998 ont été annulées, le salarié bénéficiaire ayant renoncé à l'exercice de ses droits. Le conseil d'administration du 21 juin 2006 a suspendu l'exercice des BSPCE pendant la durée de la période de souscription.

Engagements et intentions des principaux actionnaires:

Gesk, qui détient au 20 juin 2006, 880.770 actions représentant 69,00% du capital et des droits de vote de PSN, s'est engagée à souscrire à l'augmentation de capital, à titre irréductible à hauteur de la totalité des droits préférentiels de souscription attachés à ses actions, pour un montant de 2.453.571 euros dont par compensation à hauteur du montant de sa créance en compte courant et des intérêts, ce qui représente au total une souscription de 817.857 actions nouvelles.

Georges Kammermann s'est engagé à transférer à Gesk, qui l'a accepté, la totalité de ses droits préférentiels de souscription, à hauteur de la totalité de sa participation de 120.993 actions représentant 9,48% du capital de PSN conformément à un accord du 10 mars 2006. Dans ce cadre, Gesk s'est engagée à souscrire, à titre irréductible, à l'ensemble des droits préférentiels de souscription acquis auprès de Monsieur Georges Kammermann, ce qui représente une souscription de 112.350 actions nouvelles.

Au total Gesk s'est ainsi engagée à souscrire à titre irréductible 930.207 actions nouvelles mais aussi à titre réductible 111.974 actions nouvelles. Il est prévu que Gesk souscrive le 21 août (i) par compensation à hauteur de 1.329.331,45 euros avec la créance en compte courant et les intérêts qu'elle détiendra sur PSN et (ii) pour le solde, 1.797.211,55 euros, par un versement en espèces.

La société Wittsun qui détient au 20 juin 2006, 89.100 actions représentant 6,98% du capital et des droits de vote de PSN, s'est engagée à souscrire à l'augmentation de capital, à titre irréductible à hauteur de la totalité des droits préférentiels de souscription attachés à ses actions.

Service financier:

CACEIS : 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Communiqué du 8 août 2006

Jusqu'au 25 août 2006, les souscriptions des actions et les versements des fonds par les souscripteurs ou leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte seront reçus auprès de CACEIS.

Information du public:

Des exemplaires du prospectus relatif à l'offre au public sont disponibles, sans frais, auprès du siège social de PSN : 22 rue Mozart, 92110 Clichy et chez CACEIS 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Le prospectus peut également être consulté sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet de PSN : www.phonesystems.fr

PSN attire l'attention du public sur les sections relatives au facteurs de risques figurant dans le prospectus visé par l'AMF.

Contacts Presse :

Eric Saiz + 33 811 03 05 06

Avertissement:

La diffusion du présent communiqué ou la vente des actions et des droits préférentiels de souscription ou la souscription des actions peuvent, dans certains pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du présent communiqué doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer. Les souscriptions des actions nouvelles ou l'exercice des droits préférentiels de souscription par des investisseurs ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions seront réputées être nulles et non avenues.

Ce document ne constitue pas un prospectus concernant une offre de vente de valeurs mobilières de PSN. Les investisseurs ne doivent ni accepter une offre ni un achat des valeurs mobilières auxquelles il est fait référence dans ce document, sauf sur la base d'informations contenues dans un prospectus publié par PSN. Ce document ne constitue aucune offre de vendre et aucune sollicitation d'une offre d'acquérir ou de souscrire des valeurs mobilières mentionnées dans ce document, et aucune personne ne peut agir ou s'en remettre à ce document pour tout contrat ou toute décision d'investissement.

Communiqué du 8 août 2006

1) Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen

Les actions n'ont pas été et ne seront pas offertes au public dans les différents Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive Communiqué. Par conséquent, tant que n'aura pas été publié un communiqué relatif aux actions approuvé par l'autorité compétente de l'Etat membre concerné ou, le cas échéant, approuvé par l'autorité compétente d'un autre Etat membre dont le certificat d'approbation lui aura été notifié, la souscription des actions sera destinée, dans ledit Etat membre, exclusivement à des investisseurs qualifiés tels que définis à l'article 1^{er} de la Directive Communiqué et par toute autre réglementation locale, sauf si une exemption pour l'exercice des droits préférentiels de souscription est prévue par la législation de l'Etat membre concerné.

Au sens de la Directive Communiqué, une « offre au public de valeurs mobilières » est constituée par toute communication adressée sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit à des personnes et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les titres à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières.

Ces restrictions de vente concernant les Etats de l'Espace Economique Européen s'ajoutent à toute autre restriction de vente prévue applicable dans les Etats membres ayant transposé la Directive Communiqué.

2) Restrictions concernant le Royaume-Uni

Ce communiqué est destiné uniquement aux personnes qui (i) sont des professionnels en matière d'investissements (« investment professional ») au sens de l'article 19(1) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (le « Financial Promotion Order ») ou (ii) sont des « high net worth entities » ou d'autres personnes auxquelles le présent document peut être légalement communiqué, entrant dans le champ d'application de l'article 49(1) (ces personnes étant ensemble désignées comme les « Personnes Habilitées »). Seules des Personnes Habilitées peuvent utiliser ou se fonder sur ce communiqué. Tout investissement ou toute activité d'investissement en relation avec ce communiqué sont réservés aux seules Personnes Habilitées et ne pourront être réalisés qu'avec de Personnes Habilitées.

3) Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Ce communiqué de presse et les informations qu'il contient ne sont pas publiés et ne peuvent être distribués aux Etats-Unis d'Amérique. Ce document ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis. Les droits préférentiels de souscription, les actions nouvelles ou autres titres mentionnés dans ce communiqué de presse n'ont été et ne seront enregistrés au sens du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (« U.S. Securities Act »), et ne peuvent être offerts ni vendus aux Etats-Unis d'Amérique sans bénéficier d'une exemption à l'obligation d'enregistrement ou sans procéder à un enregistrement conformément au U.S. Securities Act.

4) Canada, Australie et Japon

Les actions nouvelles et les droits préférentiels de souscription ne pourront être offerts, vendus ou acquis au Canada, en Australie ou au Japon.